

Le terrible bilan de la catastrophe

Quarante-trois morts à Gênes, du fait de l'effondrement du pont Morandi. C'est déjà en soi tragique. Mais les conséquences de l'effondrement du pont ne s'arrêtent pas là. C'est toute l'économie de la ville qui est en péril du fait de l'engorgement du trafic routier. On parle de 55 000 emplois menacés. Sans oublier les malheureuses personnes qui logent sous le pont, qui devront abandonner leur logement et, probablement, leur quartier. Voici un terrible bilan, et tous les commentateurs s'accordent pour dire qu'il n'y a pas là une fatalité et que ce drame aurait pu être évité. Voyons cela de plus près.

L'impéritie et la corruption de la démocratie italienne

Enrico Colombatto, professeur d'économie à l'université de Turin, écrit dans [le Figaro du 17/08/2018](#) :

Depuis des années, on savait que ce pont souffrait de maints problèmes structurels remarqués dès les années 60 (*ndr : alors que le pont venait d'être construit*). (...) Il y a une quinzaine d'années, on avait déjà recommandé la démolition du pont, sans résultat. Depuis 2012, on avait proposé de construire une deuxième autoroute périphérique (...) qui se serait chargée des poids lourds qui menaçaient la solidité du pont Morandi, jusqu'à 400 camions simultanément quand il y avait des embouteillages.

Plus loin il écrit :

Une responsabilité d'ordre politique est donc évidente dans ce désastre.

En clair, les nombreux responsables politiques qui étaient au courant ont préféré fermer les yeux. Même si la société Atlantia chargée de l'entretien peut avoir une part de responsabilité, le grand responsable est l'État, qui se doit de contrôler le bon travail de cette société. Et Enrico Colombatto conclut :

La corruption et la gabegie qui caractérisent le secteur public en Italie sont proverbiales.

Et en République française ?

Mais est-ce un problème spécifiquement italien ? En France, les médias ont parlé d'un budget de l'ordre de 750 millions d'euros, puis le gouvernement a parlé d'un milliard... alors que, selon les spécialistes, il faudrait au minimum 1,3 milliard pour assurer l'entretien des ouvrages.

En fait, dans cette France républicaine, il n'y a pas de responsable. Ainsi, telle petite commune sur le territoire de laquelle se trouve un pont en très mauvais état, se voit « attribuer » un budget de 3 millions d'euros pour le réparer, l'État lui en versant 70% et la région 20%, charge à elle, petite commune de moins de 500 habitants, de financer les 10% restants, soit 300 000 euros, ce qui est hors de proportion avec son propre budget. Qui est responsable ? L'État, qui a versé 70% ? La région, qui en versé 20% ? Ou la commune, incapable d'assurer le financement restant ?

Voilà comment fonctionne notre république, soi-disant démocratique. Si la démocratie donne, par son fonctionnement, tout pouvoir à un lot d'irresponsables, quel est l'intérêt ?

Les leçons politiques de la catastrophe

Qu'en conclure ? D'aucuns diront que le régime politique n'est pas en cause, qu'il s'agit simplement de dysfonctionnements qu'il faut corriger. C'est vrai en théorie. Mais, en pratique, nous constatons une fois de plus que « *chassez le naturel, il revient au galop* ». **La république privilégie systématiquement le court terme au détriment du long terme, ne serait-ce que parce que les élus se présentent au suffrage populaire tous les cinq ans.** Or, pour rester sur le cas pratique du pont Morandi, il faut bien que quelqu'un analyse les conséquences sur la solidité du pont de l'évolution qualitative et quantitative du trafic. Autrement dit, il faut bien que quelqu'un ait

un regard sur plusieurs décennies et pas simplement sur quelques années. C'est le grand défaut de la république, non seulement, comme nous venons de le voir, par manque de vision à long terme mais aussi par simple et nécessaire démagogie.

Si la Royauté est un régime meilleur, ce n'est pas principalement pour des causes structurelles. Il peut aussi y avoir des dysfonctionnements, car tout régime politique est constitué d'hommes, lesquels ont leurs défauts. C'est parce que tous les citoyens sont appelés à développer leur vertu. C'est d'ailleurs le rôle du Roi. C'est comme dans le monde du travail : une entreprise sera plus efficace si tout le personnel se sent impliqué dans la réalisation d'un objectif commun. De même, dans la Royauté, l'objectif est de réunir la population entière autour des valeurs chrétiennes. Si tel avait été le cas au niveau des personnes ayant une part de responsabilité dans la gestion du pont Morandi, la probabilité d'une telle catastrophe aurait été réduite.

Tanzor